

Vingt ans de lutte contre le réchauffement climatique en France : bilan et perspectives des politiques publiques

Déclaration du groupe des Personnalités qualifiées

M. Jouzel : « Hier, lors de l’allocution, tout à fait remarquable, de Laurent Fabius, j’ai noté quelques sourires lorsque celui-ci a dit sa préférence pour un titre faisant référence à « *La lutte contre le dérèglement climatique* », par rapport à celui finalement adopté par Gaël Virlouvet de « *Lutte contre le réchauffement climatique* » dont je m’étais fait l’avocat.

Je ne crois pas que cela traduise une réelle différence entre la perception qu’ont les scientifiques et les politiques de l’influence croissante des activités humaines sur notre climat, de l’urgence à agir et des risques que nous faisons courir aux jeunes d’aujourd’hui si l’action n’était pas au rendez-vous de la COP de Paris.

Mais pour le scientifique, c’est avant tout de réchauffement dont il s’agit puisque l’augmentation de l’effet de serre, dont nos activités sont à l’origine, se traduit par une accumulation de chaleur dans les différentes composantes du système climatique. Certes, le réchauffement de l’atmosphère est lent – entre un et deux dixièmes de degré par décennie - mais l’élévation du niveau de la mer – de l’ordre de trois centimètres par décennie - en donne une image très forte. En effet, elle est, d’une part, due au réchauffement des océans qui absorbent plus de 90 % de cette chaleur supplémentaire liée à l’augmentation de l’effet de serre, de l’autre à la fonte des glaciers eux-mêmes affectés par ce réchauffement aussi bien pour ceux des régions tempérées que pour les calottes glaciaires du Groenland et de l’Antarctique de l’Ouest.

Mais Laurent Fabius a aussi de bonnes raisons d’utiliser le terme de « *dérèglement* », car une des caractéristiques de ce climat plus chaud vers lequel nous allons inexorablement est que les événements extrêmes seront soit plus intenses, soit plus fréquents. Les deux dans certains cas, comme je l’ai évoqué hier pour les canicules et les périodes de sécheresse dans notre pays. Je terminerai ce débat à distance - que j’ai déjà eu lors des Comités de pilotage de la COP 21 - en rappelant que d’ores et déjà nous attribuons une large part du réchauffement climatique aux activités humaines mais que nous restons très prudents quant à l’attribution des événements extrêmes. D’un autre côté, je suis de ceux qui plaident pour l’abandon du terme « *catastrophes naturelles* » tant on pressant l’influence des activités humaines dans celles directement liées à des événements climatiques extrêmes. Je suis donc très sensible à la notion de « *dérèglement* ».

Sois rassuré Gaël, quel qu’en soit le titre, celui initialement proposé de « *changement climatique* », celui de « *dérèglement* », prôné par Laurent Fabius, ou celui que nous avons, je crois, finalement adopté, de « *réchauffement* », j’ai le même enthousiasme pour l’avis que tu as présenté

au nom de notre section de l'environnement. Et j'ai un égal enthousiasme, Bernard et Céline, pour l'avis que vous avez porté sur *La Conférence climat Paris 2015*, au titre de la section des affaires européennes et internationales.

Vous pouvez me comprendre ... J'ai commencé ma carrière de chercheur centrée sur l'évolution de notre climat, il y a 47 ans - en 1968. D'abord – disons dans les années 70 et 80 – dans l'indifférence par rapport à cette influence des activités humaines sur le climat puis avec un intérêt croissant à partir de la création du GIEC en 1988 et de la mise sur pied de la Convention Climat en 1992.

Jeune chercheur, je n'aurais jamais rêvé, d'une journée comme celle d'aujourd'hui et je suis fier que notre Conseil économique, social et environnemental se soit, grâce à vous, emparé, de ce qui constitue – si la mesure n'en était pas prise - un réel danger pour un développement harmonieux de nos civilisations.

Plus concrètement, je suis très largement en phase avec les recommandations que vous faites dans ces deux avis dont la qualité a été également saluée par Ségolène Royal : mise en avant des termes « *juste et ambitieux* » plutôt que de celui de « *contraignant* », pour qualifier l'accord de Paris ; rôle clé de la société civile ; vision européenne ; implication du secteur financier ; prix du carbone ; prise en compte des aspects sociaux vis à vis du monde du travail ; réponses à apporter aux populations fragilisées, sont autant de recommandations fortes de votre avis, Bernard et Céline. Mise en avant des solutions, qualité de l'accueil, adhésion de l'ensemble de la société française, importance de la loi sur la transition énergétique et du « facteur 4 », rôle grandissant des territoires et des collectivités, accent mis sur le transport et la mobilité, nécessaire implication des secteurs non énergétiques, secteur agricole en particulier, c'est un avis très riche que tu nous as présenté Gaël. Je souhaite également souligner la grande qualité du rapport qui accompagne cet avis ; très complet, il sera extrêmement utile pour celles et ceux qui voudront mieux connaître comment se sont mises en place les politiques publiques en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Céline, Bernard et Gaël, je vous félicite chaleureusement, ainsi que tous ceux et celles qui s'y sont impliqués, pour la pertinence et la qualité de vos deux avis que je voterai avec enthousiasme. ».

Mme Chabaud : « Je vais commencer mon intervention en faisant un peu de publicité pour notre collègue Jean Jouzel, dont l'humilité et la modestie font taire l'ouvrage remarquable qu'il a publié sur le climat, alors que celui-ci est non seulement pédagogique, mais aussi passionnant à lire.

Il explique, entre autres, sur quelles données les experts s'appuient pour leurs prévisions, il nous parle notamment des archives du climat, de la démarche du GIEC, des négociations climatiques, de l'adaptation et bien sûr des solutions à mettre en œuvre. *Le Défi Climatique*, co-écrit avec la journaliste Anne Debroise est édité chez Dunod.

Je voudrais placer mon intervention sous le signe de l'enthousiasme. Un enthousiasme régulièrement malmené par les vents et les courants contraires pour faire aboutir des initiatives, mais enthousiasme tout de même, renforcé par la conviction que j'aie, depuis le retour de mon premier tour du monde en solitaire et sans escale, que « *les rêves sont réalisables à condition d'entreprendre collectivement et de persévérer* ».

L'enthousiasme c'était d'abord hier. Je voudrais dire comme j'ai apprécié notre plénière, la richesse et la qualité des interventions. Comme cela fait du bien d'innover dans notre processus !

Merci Anne-Marie et Gaël et merci à tous d'avoir contribué à cela ! Je crois que nous avons tous été bluffé de l'implication des élèves, et les lycéens m'ont dit la passion malgré les difficultés (mais peut-être grâce aux difficultés ?) avec laquelle ils avaient mené cette démarche ! Un grand bravo !

L'enthousiasme c'est aussi le sentiment que j'éprouve avec le Tour de France des Solutions pour le Climat que nous avons lancé avec mon association le 1^{er} avril et qui consiste à mobiliser les territoires du littoral et à valoriser les solutions mises en œuvre pour répondre aux enjeux climatiques.

Cette mobilisation de tous les acteurs sur laquelle insistent nos deux avis, je la vis au quotidien dans cet itinéraire, qui m'emmène de Monaco à Dunkerque.

J'étais en Languedoc-Roussillon la semaine dernière. Les élus m'expliquaient qu'ils constatent déjà l'augmentation et l'intensification des phénomènes météorologiques. À certains endroits, ils ont déjà dû reculer les infrastructures littorales menacées par les tempêtes et par l'élévation du niveau de l'océan.

Je vous rappelle que les territoires littoraux, de métropole et d'Outre-mer, doivent composer avec des enjeux cumulés de pression démographique (souvenez-vous qu'en 2050 on estime que 80 % de la population mondiale vivra sur la frange littorale) et d'impacts liés aux changements climatiques.

Donc la mobilisation est presque plus indispensable ici qu'ailleurs. Et cette mobilisation je l'ai ressentie.

Il y a près de dix ans, j'avais réalisé un même tour de France des solutions car déjà des acteurs se mobilisaient.

Mais cette année, je constate de vraies stratégies d'atténuation et d'adaptation, pas encore généralisées certes, mais effectives.

Stratégie autour de l'énergie, mais pas uniquement : les acteurs rencontrés, collectivités locales, entreprises, associations, travaillent aussi à remettre des écosystèmes terrestres ou marins en bonne santé afin qu'ils puissent jouer leur rôle dans l'équilibre du climat.

Les difficultés qu'ils rencontrent ne sont pas d'ordre technologique, car lorsqu'ils trouvent des moyens, les innovations (nécessaires à mettre en œuvre) émergent ; mais elles viennent souvent ces difficultés, des carcans administratifs, des arbitrages budgétaires, de l'incapacité de certains à jouer collectif et de la résistance au changement dont les enfants ont si bien parlé hier.

Ils sont là les vrais freins à lever pour répondre aux enjeux climatiques, et non pas - comme je l'entends souvent - de technologies qui ne sont pas matures. Parce que les technologies ne sont jamais complètement matures, elles peuvent en permanence être améliorées, mais pour cela, il faut lancer des démonstrateurs, prendre le risque d'innover. C'est un sujet que je connais bien avec mon projet de Voilier du Futur, enthousiasmant lui aussi malgré les vents et les courants contraires.

Dans mon tour de France, je sens le propre enthousiasme de ceux qui se mobilisent. Leurs solutions sont créatrices d'emplois, bénéfiques pour leur entreprise et de plus elles font du bien aux hommes et à la planète. Donc ils sont heureux.

Enfin je voudrais vous dire l'enthousiasme des acteurs (dont je suis) réunis au sein de la plateforme Océan et Climat, citée dans nos travaux (ce dont je vous remercie), car il s'agit d'une expérience unique de mobilisation citoyenne.

Créée il y a un an, la plateforme réunit aujourd'hui une cinquantaine d'entités : des laboratoires, des associations environnementales, des associations d'entreprises, des institutions... pratiquement aujourd'hui tous les acteurs qui ont un lien avec le maritime, en France mais des étrangers aussi nous rejoignent.

Tous constatent la même chose : l'océan, qui couvre 71 % de la surface de la terre, fournit la moitié de l'oxygène de l'atmosphère, capte un quart de nos émissions de CO₂, et subit tous les impacts dont parlait encore Michel Jarraud hier, cet océan est absent des négociations climatiques. Pourtant l'océan fait aussi partie de la solution.

Et c'est cette conviction et l'envie collective de la porter dans le cadre des négociations climatiques, qui fédèrent les acteurs de la plateforme Océan et Climat et les enthousiasme.

La France, hôte de la COP 21, dispose aussi du deuxième espace maritime. C'est un message qu'elle peut porter.

Bien sûr, je voterai pour nos deux avis ».